



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **13 octobre 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le dix octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 4 octobre 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 30

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n° COM4 / D.120), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** (présent à partir de la communication n° COM4 / D.120), Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° VOEU2 / D.121), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR

Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

2022.10/143

SOLIDARITÉS – SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION (SPIP) – VILLE DE MONTIVILLIERS – CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT - ADOPTION – SIGNATURE - AUTORISATION

Madame Agnès SIBILLE, Adjointe au Maire. – De par ses missions d'accompagnement des publics, la Maison des Solidarités (CCAS et Maison France Services) est souvent amenée à accueillir, informer, accompagner et orienter des publics qui sont par ailleurs suivis par le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP).

Afin de pouvoir communiquer l'information et/ou l'accompagnement social le plus adapté aux personnes, la Ville et le CCAS se sont assurés de disposer de relais efficaces auprès de partenaires compétents dans le domaine judiciaire et pénitentiaire et notamment de celui du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP).

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, sur saisine des autorités judiciaires, intervient à la fois auprès des personnes détenues et des personnes condamnées exécutant une peine en milieu ouvert.

Il a pour mission principale la prévention de la récidive. Pour cela, il est chargé de réaliser une évaluation de la personne et d'assurer un accompagnement adapté afin de trouver des solutions aux problématiques identifiées chez la personne suivie.

Au regard de l'action menée par le SPIP et de la volonté municipale d'accompagner les publics les plus vulnérables et notamment les personnes condamnées en démarche d'insertion sociale et professionnelle, la Ville et le CCAS de Montivilliers ainsi que le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation établissent un partenariat dont le projet de convention est joint en annexe.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2121-29 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale

VU la délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 3 octobre 2022 autorisant la signature de la convention de partenariat entre le SPIP, le CCAS et la Ville de Montivilliers

CONSIDÉRANT

- La politique sociale développée par la Municipalité s'axant notamment sur l'inclusion des publics les plus vulnérables
- L'action menée par le CCAS auprès des publics vulnérables et plus spécifiquement celle liée à l'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle
- La nécessité de pouvoir disposer de relais compétents dans le domaine judiciaire et pénitentiaire,

Sa Commission Municipale Vie Sportive et Vie Associative n° 4, réunie le 4 octobre, consultée ;

VU le rapport de Madame l'Adjointe au Maire, chargée des solidarités, des Seniors, du Handicap, du Logement, de l'insertion et de l'emploi ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention tripartite de partenariat entre la Ville, le CCAS et le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP)
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout acte s'y rapportant

Pas d'incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.